

Mouvement pour la démocratie  
Et la Justice au Tchad



E-mail: [chouadazi45@gmail.com](mailto:chouadazi45@gmail.com)

**Mémoire du mouvement de la démocratie et de la justice au Tchad (MDJT)  
relation avec système politique président Idriss Deby Itino du 2010-2018:**

Suite à l'initiative du Président Idriss Deby d'appliquer une politique de la main tendue vers la paix, la stabilité et le développement durable du Tchad, le MDJT a décidé de renoncer à la lutte armée. Un accord de paix a ainsi été signé sous l'égide du leader libyen Mouammar Khadafi le 22 avril 2010 après de longues années de négociation. Accompagné de Monsieur Madaini Al Azhari, notre retour à N'djamena a suivi le 14 juin 2010 à bord d'un avion préparé à cet effet par l'ex Président libyen. Toutefois, ce retour n'a pas été synonyme d'une association du MDJT à la politique interne du pays, comme le prévoyait l'accord de paix. En effet, le Régime en place a écarté notre mouvement des affaires de l'Etat et empêché notre participation à la mise en place de politiques nécessaires au développement de notre pays en parfaite violation de l'accord de paix. Le gouvernement a refusé à plusieurs reprises de se mettre en conformité avec les dispositions de l'Accord prévoyant expressément l'implication du MDJT dans les affaires courantes du pays. Celles-ci constituaient une clause essentielle de l'accord, sans lesquelles ce dernier n'aurait plus lieu d'exister. Cette tactique visant à réduire au silence l'opposition tchadienne semble récurrente pour le Président Deby puisqu'à ce jour aucun des accords signés avec des opposants politico-militaires n'a été appliqué.

Le président Idriss Deby Itino s'est emparé du pouvoir par la force en 1990 et reste à ce jour le Président du Tchad. Sa pratique du pouvoir se caractérise par la concentration de tous les pouvoirs en sa seule personne et un clientélisme politique garantissant le seul bien être de sa famille et non celui du peuple tchadien. Son intention est claire aux yeux de tous les tchadiens: rester Président à vie. Pour assouvir cette ambition, il a provoqué de multiples conflits entre communautés nationales, facilité les violences entre ethnies et même ordonné

l'assassinat d'adversaires politiques. Cette entreprise de maintien au pouvoir s'est faite au détriment du peuple tchadien. Le Président Deby a échoué à sa tâche première, celle de servir le peuple tchadien et non ses intérêts personnels.

Quelques décisions emblématiques du régime ont conduit à perdurer ce cycle d'instabilité politique et économique dans notre pays et ont conduit le MDJT à dénoncer l'accord de paix:

- **Le président Idriss Deby** crée la Direction Générale de la Service de la sécurité et des institution de l'état (DGSSIE) et la cellule anti-terroriste. Ces deux formations bien formées et équipées sont graduellement favorisées à l'armée nationale qui au même moment voit ses ressources diminuer drastiquement
- **En 2015 le gouvernement du MPS** a pris 16 mesures économiques non motivées dont la diminution de 50% des salaires des fonctionnaires. La perte du pouvoir d'achat des tchadiens a conduit à une crise de la demande importante manifestée notamment par la stagnation de l'activité des marchés locaux. Ainsi, la décision initialement prise par le Président Deby a directement aggravé la situation de pauvreté et de misère que connaissait déjà les tchadiens.
- **La force l'armée nationale tchadienne ANT** a été envoyée par le président Idriss Deby aux pays de l'Afrique sous Sahélien pour protéger des régimes corrompus. Ces dépenses à la charge de l'Etat tchadien ne servent en aucun cas les intérêts du peuple tchadien et sont injustifiées dans le contexte économique actuel de notre pays.
- **Le régime dictatorial du MPS** a conclu un contrat exclusif avec la société pétrolière Glencore soupçonnée de corruption et responsable du creusement de la dette tchadienne. Ce contrat a provoqué la faillite de l'Etat tchadien et l'appauvrissement de la population tchadienne.
- **Le régime du MPS** a puisé à tout temps dans les caisses de l'Etat afin de poursuivre ses propres intérêts. Le régime a détourné de l'argent public afin de financer l'achat d'armes destinées à être

utilisées contre sa propre population (i.e campagnes militaires à Miski) et au certains du Sahel.

- **Afin d'accentuer les divisions au sein de la population tchadienne**; le Président Deby a procédé au découpage hasardeux du Tchad en 23 Provinces. Le président tchadien ne mettra pas en place les réglementations administratives nécessaires au bon fonctionnement décentralisé de ces provinces comme il semble l'avoir promis auparavant. L'absence de cadre juridique à la bonne gestion de ces provinces renforce le conflit entre populations et le sentiment d'instabilité.
- **La mise en place de la 4<sup>ème</sup> République** n'est encore qu'une preuve des dérives dictatoriales de ce régime. Le passage à la nouvelle République a entraîné la suppression de grandes institutions de l'Etat et notamment de la Primature. Dénué d'un premier ministre, le Tchad se retrouvera in fine aux mains uniques du Président Idriss Deby.
- **Le Président a également ordonné la dissolution de certains cantons et la révocation de certains chefs traditionnels** dont le sultan d'Ouaddaï et trois chefs cantons du Tibesti( Yebbi-Bou, Miski ) par la force et au seul motif que ces derniers s'opposaient à sa politique.
- **Le gouvernement du MPS a déclaré l'état d'urgence dans les trois régions** dar Ouaddaï, dar silla et Tibesti sans raisons valables. Le président Idriss Deby ne respecte pas les droits humains de son peuple et le prive de toute liberté. Le Tchad est paralysé politiquement, socialement, administrativement, financièrement et économiquement. Par la faute du Président Idriss Deby et de son clan, le pays s'est arrêté et est en train de mourir.

Durant les sept années qui ont suivi la signature de l'accord de paix, le régime et ses principaux acteurs politiques n'ont montré aucune volonté de changement du statu quo. Notre pays a besoin d'une force de changement au service de sa population afin de lui apporter le développement économique et la stabilité qu'elle mérite.

Fait le 15/12/2019

**le président du MDJT**

